



Références : SG/LD/SL-2025015
N° domaine : 3.3

**DECISION DU MAIRE PRISE EN VERTU DE L'ARTICLE L2122.22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
VILLE D'ERAGNY SUR OISE
CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE
ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°2024359 DU 5 DECEMBRE 2024**

Le Maire de la Commune d'ERAGNY-SUR-OISE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2122.22,

VU la délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2020, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n° 2024359 du 5 décembre 2024 de signer avec madame Pascale MIQUEL, pour la mise à disposition d'un appartement non meublé de type F4, situé au 90 rue de la Marne 95610 Eragny sur Oise, du 1^{er} novembre 2024 au 31 octobre 2025, renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximale de trois ans (soit jusqu'au 31 octobre 2027), pour une redevance mensuelle de 429€ hors charges, selon les conditions fixées dans la convention,

CONSIDERANT que le montant de la redevance mensuelle est erroné et qu'il convient de modifier la convention,

VU la convention d'occupation à titre précaire avec madame Pascale MIQUEL, pour la mise à disposition d'un appartement non meublé de type F4, situé au 90 rue de la Marne 95610 Eragny sur Oise, du 1^{er} novembre 2024 au 31 octobre 2025, renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximale de trois ans (soit jusqu'au 31 octobre 2027), pour une redevance mensuelle de 445€ hors charges, selon les conditions fixées dans la convention,

DECIDE

ARTICLE 1er : d'ANNULER et REMPLACER la décision n° 2024359 du 5 décembre 2024.

ARTICLE 2 : de SIGNER la convention susvisée avec madame Pascale MIQUEL, 90 rue de la Marne 95610 Eragny sur Oise.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes sont et seront prévues au budget des exercices concernés.

ARTICLE 4 : DIT que le Maire de la Commune d'Eragny-sur-Oise est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise au contrôle de légalité.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

FAIT A ERAGNY-SUR-OISE, le 13 janvier 2025

Thibault HUMBERT

Maire d'Eragny-sur-Oise
Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Cergy-Pontoise
Conseiller régional d'Ile de France

Commissaire de la République Département de la Seine-et-Marne 095-219502184-20250113-2025015-AU Date de transmission : 20/01/2025 Date de réception préfecture : 20/01/2025
